153 (dernier alinéa nouveau), 154 (nouveau) et 155 (nouveau) du dit code.

Vu l'avis du ministre du plan et des finances et du ministre de l'agriculture;

Vu l'avis du tribunal administratif;

Décrétons :

Article premier. — Le groupement d'intérêt hydraulique institué par l'article 153 du code des eaux promulgué par la loi n° 75-16 du 31 mars 1975 tel que modifié par la loi n° 87-35 du 6 juillet 1987 est composé comme suit :

— le gouverneur : Président;

— le commissaire régional au développement agricole : membre;

— le Président directeur général de l'office de mise en valeur des périmètres irrigués concerné : membre;

— un représentant du ministère du plan et des finances : membre;

— un représentant du ministère de la santé publique : membre;

— un représentant de la société nationale d'exploitation et de distribution des eaux (SONEDE) : membre;

— le chef d'arrondissement régional du génie rural : membre;

— le chef d'arrondissement régional des ressources en eau : membre;

— les représentants des associations d'intérêt collectif du gouvernorat à concurrence de 7 membres : membres;

— le représentant régional de l'union nationale des agriculteurs : membre;

Le président peut convoquer aux réunions du groupement d'intérêt hydraulique toute personne dont l'avis lui paraît utile.

Le secrétariat du groupement d'intérêt hydraulique est assuré par le commissaire régional au développement agricole concerné.

Les membres du groupement d'intérêt hydraulique sont nommés par décision du ministre de l'agriculture sur proposition du gouverneur concerné.

Art. 2. — Le groupement d'intérêt hydraulique se réunit sur convocation de son président chaque fois que le besoin se fait sentir et au moins deux fois par an.

Il ne peut délibérer qu'en présence des 2/3 de ses membres et ses décisions sont prises à la majorité des voix des présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 3. — Le groupement d'intérêt hydraulique peut charger un ou plusieurs de ses membres pour procéder au contrôle des activités des associations d'intérêt collectif concernées et de présenter leurs conclusions au groupement d'intérêt hydraulique qui prend les mesures qui s'imposent pour assurer la bonne marche de ces associations.

A cet effet, le groupement d'intérêt hydraulique doit adresser avant le 30 juin de chaque année au ministre de l'agriculture un rapport sur les résultats de ce contrôle et les mesures prises en vue de pallier aux insuffisances constatées lors des opérations de contrôle.

Art. 4. — Les ministres du plan et des finances et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République tunisienne*.

Fait à Tunis, le 27 octobre 1987

*p. le Président de la République tunisienne
et par délégation*

*Le Premier ministre, ministre de l'intérieur
ZINE EL ABIDINE BEN ALI*

SITUATION ADMINISTRATIVE

Par décret n° 87-1273 du 27 octobre 1987 ;

Monsieur Mohamed Bacha, ingénieur général, directeur de la régie des sondages hydrauliques, bénéficie des indemnités et avantages accordés à un directeur général d'administration centrale.

MINISTERE DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE L'AGRO-ALIMENTAIRE

STATUTS

Décret n° 87-1263 du 27 octobre 1987 portant approbation de la modification de l'article 24 des statuts-type des unions centrales de coopératives.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la république tunisienne;

Vu la loi n° 67-4 du 19 janvier 1967 portant statut général de la coopérative et notamment son article 51;

Vu le code du commerce et notamment son article 70;

Vu le décret n° 84-942 du 14 août 1984 portant fixation des statuts-type des unions centrales de coopératives;

Vu l'avis des ministres du plan et des finances, de l'agriculture et de la production agricole et de l'agro-alimentaire;

Vu l'avis du tribunal administratif;

Décrétons :

Article premier. — Est approuvée la modification de l'article 24 des statuts-type des unions centrales de coopératives fixés par le décret n° 84-942 du 14 août 1984, conformément au texte annexé au présent décret.

Art. 2. — Les unions centrales de coopératives existantes doivent conformer leur statut à la modification annexée au présent décret dans un délai d'une année à partir de la date de sa publication au *Journal Officiel de la République tunisienne*.

Art. 3. — Les ministres du plan et des finances, de l'agriculture et de la production agricole et de l'agro-alimentaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République tunisienne*.

Fait à Tunis, le 27 octobre 1987

*p. le Président de la République tunisienne
et par délégation*

*Le Premier ministre, ministre de l'intérieur
ZINE EL ABIDINE BEN ALI*

Article 24. — Conseil d'administration, l'alinéa 1er de l'article 24 est ainsi modifié :

Article 24 Alinéa 1er (nouveau). — L'union est administrée par un conseil composé de trois à douze membres élus par l'assemblée générale parmi les coopératives adhérentes.

(Le reste sans changement)